

Les ONG humanitaires et les défis auxquels elles sont confrontées dans le Sahel central

Intervention du GTH-OIREN à l'occasion de la « Nuit des ONG » du Burkina Faso

Ouagadougou, vendredi 20 septembre 2024

Bonjour,

Mesdames et Messieurs, toutes et tous en vos grades et qualités, tout protocole respecté,

Monsieur le promoteur de la Nuit des ONG,

Chers collègues,

Merci de m'avoir invité à cet événement exceptionnel qu'est la *Nuit des ONG* et de me donner l'occasion de m'exprimer devant vous.

Je suis Mohammed Chikhaoui, le Représentant humanitaire des ONG internationales au Niger. Le Forum des ONG internationales du Niger regroupe plus de 80 organisations et dispose d'un groupe de travail humanitaire très actif que j'ai l'honneur et le privilège d'animer.

Au Sahel central, les ONG sont confrontées, à peu de chose près, aux mêmes défis et contraintes.

Le premier défi est, sans nul doute, celui de l'accès aux populations affectées. Au-delà des aspects logistiques (voies et moyens de communication, approvisionnement, etc.), ce sont surtout les contraintes sécuritaires qui posent le plus de problèmes. L'assistance humanitaire doit répondre à 4 principes incontournables : l'indépendance, la neutralité, l'impartialité et l'humanité, auxquels il faut ajouter celui de « ne pas faire de tort, ne pas faire de mal » par nos interventions (*do no harm* en anglais).

Le principe d'humanité est le plus facile à comprendre : en vertu de l'humanité, nous devons prendre les voies et moyens pour répondre à la souffrance et aux besoins des personnes vulnérables.

Le principe de neutralité oblige des acteurs humanitaires à ne pas prendre parti dans un conflit, quel qu'il soit.

L'impartialité signifie que nous devons servir les populations sans discrimination, les servir sur le seul critère de la vulnérabilité. On ne regarde ni à la couleur, à l'ethnie, à la religion, au sexe, ou à l'âge des personnes pour les services que nous rendons.

Enfin, l'indépendance signifie que les objectifs humanitaires doivent être détachés des objectifs économiques, militaires ou autres.

Il était important pour moi de rappeler ces principes, car il arrive malheureusement qu'ils soient oubliés, passés sous silence, ignorés, mal compris ou tout simplement piétinés. C'est ainsi qu'il faut comprendre que les acteurs humanitaires rechignent à se faire accompagner par des hommes en armes lorsqu'ils doivent se rendre auprès des populations. L'accès sécurisé aux populations sans avoir à recourir à des hommes en armes est essentiel. Pour cela, un dialogue permanent, franc et transparent doit exister avec les autorités civiles et militaires dans un climat de confiance mutuelle. Cela afin de permettre une analyse commune de la situation dans une zone donnée et la prise de mesures qui permettent un accès humanitaire impartial, neutre et indépendant. Toutes les zones d'intervention n'ont pas le même contexte. Il est donc important d'avoir une approche différenciée, adaptée à chaque contexte.

Nous sommes, dans les 3 pays du Sahel central, en plein dans le processus de planification humanitaire pour l'année 2025. La détermination des besoins et du nombre de personnes dans le besoin est également un grand défi. Au-delà des méthodologies, c'est encore une fois l'accès aux populations qui est un défi dans certaines régions, car il est indispensable que toutes les communautés concernées participent pleinement à cette planification et expriment leurs besoins.

Un autre défi que je veux mentionner. Celui du financement. Les besoins sont énormes, les crises dans le monde se multiplient et durent de plus en plus longtemps. Cela crée une course aux financements car, au lieu d'avoir des financements qui croissent en fonction des besoins, ils ont plutôt tendance à être réduits. De plus, l'assistance humanitaire ne saurait être, ne peut pas être une solution aux problèmes structurels. Seul un développement soutenu peut sortir les populations de la pauvreté et surmonter les inégalités. Donateurs humanitaires et donateurs du développement doivent travailler ensemble et main dans la main avec les gouvernements et autorités concernés. Malheureusement le dialogue humanitaire/développement a de la difficulté à s'établir, car il semblerait que ces deux domaines obéissent à des logiques différentes.

Enfin, je voudrais terminer sur un dossier qui me tient à cœur. C'est celui de ce qu'on appelle la *localization*, depuis le sommet humanitaire d'Istanbul en 2016. Ce concept qui cherche l'émergence d'un vrai leadership humanitaire local et national, exige des changements de paradigmes de la part de toutes les parties prenantes. De la part des acteurs internationaux et de la part des acteurs nationaux. Comme il n'y a pas de solution unique, il est crucial que chaque pays détermine comment il compte concrétiser le concept de *localization*. Au Niger, la ministre de l'Action humanitaire vient de prendre un arrêté pour la mise en place d'un groupe technique national sur la *localization*. Nous, ONG internationales au Niger, sommes pleinement engagées pour aboutir à une stratégie nationale de *localization* pour le Niger.

J'ai déjà dit enfin, mais en fait je n'ai pas fini... Je voudrais vous dire que les 3 forums d'ONG internationales du Burkina Faso, du Mali et du Niger travaillent ensemble et avec leurs collègues nationaux pour un échange d'expériences, une cohérence dans l'action et un plaidoyer commun au bénéfice des communautés affectées par les crises. On dit que l'union fait la force. C'est ce que nous essayons d'appliquer.

Je vous remercie.